

# Pour la reconquête de l'École publique, laïque, gratuite, républicaine

Les contre-réformes sur l'école menées par Sarkozy frappent de plein fouet la scolarisation de nos enfants.

Qu'on en juge sur ces quelques exemples :

- Plusieurs centaines d'élèves restent aujourd'hui exclus du système scolaire, sans affectation, notamment dans les filières BEP saturées. D'autres sont contraints de suivre des formations totalement étrangères à leurs projets professionnels...
- Des élèves d'école primaire, comme à Sevran, sont certains jours entassés à plus de 40, 50 par classe, parce que l'Etat refuse de recruter des enseignants qualifiés nécessaires au remplacement. Des collégiens, des lycéens, sont régulièrement privés de cours faute de remplaçants dans certaines disciplines. Des élèves en difficulté sont, depuis la rentrée, privés de maîtres spécialisés, dont les postes ont été supprimés (130 sur le département).

## Un gouvernement qui organise cela est un gouvernement qui maltraite, qui méprise nos enfants et leur avenir

Il le fait pour pouvoir rembourser, sur le dos des travailleurs et de leurs enfants, les 420 milliards d'euros offerts aux banques, aux spéculateurs, aux grands chefs d'entreprises pour accélérer spéculation, licenciements, privatisations... Il

### Pour nos enfants, la "réforme" des lycées signifie :

- L'autonomie des lycées : au minimum 20% des programmes et horaires ne seront plus déterminés nationalement.
- L'appauvrissement des contenus d'enseignement par la suppression d'heures de cours, réduits à un « socle commun »
- La disparition du Baccalauréat national comme conséquence, remplacé par un Bac local.

démantèle l'école publique, laïque, gratuite, républicaine par ses contre-réformes, comme il cherche à régionaliser/privatiser les retraites, les hôpitaux, la sécurité sociale, les services publics

Cette politique dévastatrice, dictée au niveau de l'Union Européenne, se heurte à la résistance acharnée des professeurs, des étudiants, des élèves et de leurs parents. Ceux-ci exigent le maintien de l'instruction nationale basée sur des programmes et horaires nationaux, délivrant des diplômes nationaux (Baccalauréat, diplômes universitaires) ouvrant droit à des qualifications reconnues sur le marché du travail... Ils ne veulent donc pas des contre-réformes de Sarkozy.

L'an dernier, Darcos a dû retirer sa "réforme" des lycées au lendemain de la grève du 20 novembre appelée par les syndicats. A Stains, parents et enseignants, unis avec leurs syndicats, avec des élus municipaux, ont

obtenu la réouverture de deux classes spécialisées (CLAD) pour enfants en difficulté...

## Alors, qu'est-ce qui permet à Sarkozy de poursuivre sa politique ?

Qu'est-ce qui lui permet de proposer à nouveau une "réforme" des lycées pire que celle qui a été rejetée l'an dernier ? Ou d'annoncer la fermeture de ces deux classes CLAD de Stains pour la rentrée prochaine, privant les enfants en difficulté de toute structure adaptée ?

Est-ce inévitable, ou faut-il chercher cette assurance dans le fait que le rejet de cette politique ne trouve pas d'écho affirmé auprès des directions nationales des organisations "de gauche" ?

Ainsi, au moment où Sarkozy et Péresse persistent dans leur contre-réforme de recrutement des enseignants en prétextant une amélioration de leur formation, la place d'un parti « de

### Pour nos enfants, la "réforme" du recrutement des enseignants signifie :

- Des jeunes professeurs « balancés » devant les classes sans formation spécifique (actuellement, un lauréat d'un concours est fonctionnaire stagiaire, et n'effectue que 8h la première année au lieu de 18h).
- Des enseignants absents remplacés... par des étudiants préparant les concours au mépris du droit pour nos enfants à avoir accès à l'instruction par un enseignant qualifié.

gauche » est-elle d'exiger purement et simplement le retrait des décrets, comme l'exigent étudiants et enseignants, ou d'expliquer qu'il faudrait "*financer sur 10 ans un programme de recherche pour comprendre l'échec scolaire, pour aider les enseignants et améliorer leur formation...*", comme le fait le tract de rentrée du PCF ?

Sur un autre plan, pourquoi la direction d'une organisation syndicale comme la FSU, ultramajoritaire dans la profession, organise-t-elle des "journées d'action" à répétition, tournant le dos aux appels maintes fois répétés par nombre de ses mandants de préparer la grève unitaire jusqu'au retrait des réformes ?

Fin décembre, un comité national (composé de syndicats et des partis de « gauche » PCF, PS, PG, NPA, Verts) pour des "états généraux de la fonction publique" propose :

- une "*pétition nationale reprenant la demande d'un référendum pour insérer dans la Constitution des principes forts sur le service public*"
- de "*militer, face au désengagement de l'Etat, pour des services publics régionaux*".

**Cette méthode, on l'a vue à l'œuvre à la Poste** : un comité de même nature a préféré organiser un "référendum" le 3 octobre plutôt que d'appeler dans l'unité à une manifestation nationale pour le retrait du projet de loi, pour la défense du statut des postiers, pour le retour au monopole d'Etat... Sarkozy a-t-il été contraint de reculer ?

Et que signifie "*militer, face au désengagement de l'Etat, pour des services publics régionaux*" ? **N'est-ce pas faire une offre de service au gouvernement, à l'Union Européenne pour participer à la remise en cause de l'égalité des élèves devant l'instruction ? D'ailleurs, les exemples se multiplient où des élus locaux "de gauche" appliquent, voire anticipent la dislocation de l'Ecole.**

- La carte des formations professionnelles dont on a vu qu'elle entraînait l'exclusion de milliers d'élèves du système scolaire est décidée en partenariat avec la Région Ile de France dirigée par J.-P Huchon (socialiste) ;
- Le maire PS de Lyon voulait remettre en cause la laïcité des écoles dans le cadre de la mise en œuvre des EPEP (Etablissements publics d'enseignement primaire, qui permettent à la municipalité, à des associations, d'intervenir dans le contenu des enseignements...). Il a dû reculer face à la mobilisation ;
- Le maire PS de Noisy-Le-Grand tente d'imposer la mise en place de jardins d'éveil en lieu et place d'écoles maternelles. Là encore, la résistance de la population, appuyée sur des segments d'unité au niveau politique (sections locales du POI, du PCF...) empêche le maire d'avancer... ;
- La mise en place d'un groupe scolaire "intercommunal" St Denis-Aubervilliers, en lieu et place, des deux groupes scolaires nécessaires dans chacune de ces communes.

**Pour sa part le Parti ouvrier indépendant de Seine-Saint-Denis considère que l'Ecole publique, laïque, gratuite, obligatoire, républicaine est un acquis de la classe ouvrière qui protège ses enfants : elle doit être défendue sans condition. Elle doit être reconquise.**

**Le Parti ouvrier indépendant propose à tous ceux qui se situent sur le terrain de la défense des acquis de la classe ouvrière de discuter de ces propositions, d'œuvrer ensemble pour :**

**La reconquête de l'Ecole publique,  
laïque, gratuite, républicaine pour :**

**Garantir l'égalité de tous devant l'instruction !**

**Garantir l'existence et la reconnaissance  
des diplômes nationaux !**

**Un vrai travail, un vrai salaire pour tous les jeunes  
sortant du système scolaire !**

**Reconquête qui commence par le retrait immédiat des contre-réformes de Sarkozy (réformes des lycées, de la "mastérisation", réforme des lycées professionnels, décrets Darcos dans le primaire...), le retrait immédiat de la Révision Générale des Politiques Publiques, (cadre imposé par l'Union Européenne pour justifier toutes les suppressions de postes, de classes, de filières...)**